ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 5 mai 1972, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux budgets et aux comptes des commissions française et néerlandaise et des commissions réunies de la culture dans l'agglomération bruxelloise", a donné le 8 mai 1972 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 5e mei 1972 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de begrotingen en de rekeningen van de Nederlandse commissie, van de Franse commissie en van de verenigde commissies voor de Cultuur in de Brusselse agglomeratie", heeft de 8e mei 1972 het volgend advies gegeven :

L'article 1er, 1°, du projet considère comme dépenses obligatoires "le traitement du président et les jetons de présence des commissaires".

La loi ne fait allusion qu'incidemment à l'existence d'un président en déterminant deux de ses attributions, à savoir la réception du serment des commissaires (article 78, alinéa 1er) et la signature des contrats de cession amiable, des quittances et autres actes relatifs à l'acquisition des immeubles (article 83, alinéa 2). Elle ne dispose pas que le président percevra un traitement, alors qu'elle prévoit la fixation d'un tel traitement en faveur du président et des membres du collège d'agglomération ou de fédération et fait du paiement de ce traitement une dépense obligatoire de l'agglomération ou de la fédération (article 35, § 5, alinéas 1er et 2). Elle n'a pas repris l'article 195 du projet initial, aux termes duquel chaque commission fixe le traitement de son président. Toutefois, elle se réfère, en son article 72, § 1er, alinéa 3, à l'article 53, § 2, alinéa 1er; les articles 103 et 131, 5°, de la loi communale, que le Roi doit appliquer par analogie, font du traitement du bourgmestre et des échevins une dépense obligatoire de la commune. On peut dès lors admettre qu'en tant qu'il considère le traitement du président comme une dépense obligatoire de la commission, l'article 1er, 1°, du projet trouve un fondement légal suffisant dans la loi.

.../...

Il n'en va pas de même en ce qui concerne les jetons de présence des commissaires. Le Conseil d'Etat se réfère sur ce point aux observations qu'il a faites en ce qui concerne le défaut de caractère obligatoire des jetons de présence des conseillers d'agglomération ou de fédération (L. 11.581/2). La mention de ces jetons doit dès lors être omise.

Les alinéas 1er et 4, de l'article 5 du projet font double emploi avec l'article 3, § 2, alinéas 1er et 2, de la loi du 16 mars 1954 et doivent être omis.

En ce qui concerne l'étendue du pouvoir d'approbation du budget par les ministres, le Conseil d'Etat renvoie à son avis L. 11.581/2. Dans cet avis, les termes "l'autorité de tutelle peut improuver une dépense facultative" doivent être entendus en ce sens, conforme à une tradition administrative constante, que l'autorité de tutelle peut aussi bien n'approuver une dépense facultative qu'à concurrence d'un certain montant.

L'article 5, alinéa 3, du projet n'accorde aux ministres dont relève la commission que quinze jours pour approuver le budget.

A défaut pour les ministres de s'être prononcés dans ce délai ou d'avoir prorogé ce délai, l'approbation sera acquise de plein droit en vertu de l'article 56, § 4, de la loi. Il en va de même, en ce qui concerne le Ministre des Finances, à l'expiration du délai de quarante jours prévu par l'article 56, § 4, de la loi.

.../...

L'article 9, alinéa 2, du projet interdit tout transfert d'un article à un autre du budget. Il y aurait peut-être lieu de permettre de tels transferts moyennant l'approbation de l'autorité de tutelle (voir l'article 144, alinéa 2, de la loi communale).

L'article 15 du projet rend les articles 1er à 14 applicables aux commissions réunies. L'article 16 s'applique, lui aussi, selon ses termes, aux commissions réunies. L'article 17 doit sans nul doute leur être applicable.

Le projet ne concerne pas les comptes de fin de gestion des receveurs et agents spéciaux de recettes. Cette matière devra faire l'objet d'un projet distinct. L'intitulé devrait, dès lors, préciser qu'il est relatif aux budgets et aux comptes annuels des commissions.

TEXTE PROPOSE.

TITRE Ier. - DE LA COMMISSION FRANCAISE ET DE LA COMMISSION NEERLANDAISE DE LA CULTURE.

CHAPITRE Ier. - DES DEPENSES OBLIGATOIRES.

Article 1er (article 1er du projet, en omettant au 1° les mots "ainsi que les jetons de présence des commissaires").

.../...

CHAPITRE II. - DU BUDGET ET DES COMPTES.

Section 1ère. - Dispositions communes au budget et aux comptes annuels.

Article 2 (article 4 du projet).

Article 3 (article 8, § 1er, du projet).

Article 4 (article 8, § 2, alinéa 1er, du projet).

Article 5 (article 17 du projet).

Article 6 (article 16 du projet, en supprimant les mots "et les commissions réunies").

Section 2. - Du budget et de son exécution.

Article 7 (article 3 du projet).

Article 8 (article 5 du projet - voir avis).

Chaque année, avant le 15 avril, la commission transmet son budget pour l'année budgétaire suivante aux ministres dont elle relève et qui, après approbation, le transmettent au Ministre des Finances avant le 1er mai.

Article 9 (nouveau - voir avis).

L'autorité de tutelle peut refuser son approbation à un ou plusieurs articles du budget et l'approuver pour le surplus.

.../...

Article 10 (article 2 du projet).

Article 11 (article 8, § 2, alinéa 2, du projet).

Le budget approuvé est publié au Mémorial administratif de la province.

Article 12 (article 6 du projet, en lisant in fine dans le texte français "à moins qu'il ne s'agisse de dépenses nouvelles dont le principe n'a pas encore été admis dans le budget de l'année précédente").

Article 13 (article 9, alinéas 1er, 2, première proposition, et 3, du projet, rédigé comme suit :

Aucun paiement ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un article figurant au budget ou d'un crédit spécial approuvé par l'autorité de tutelle.

Aucun article des dépenses ne peut être dépassé).

Article 14 (article 9, alinéa 2, deuxième proposition du projet - voir avis).

Aucun transfert d'un article à un autre ne peut avoir lieu sans l'approbation de l'autorité de tutelle.

Article 15 (article 10 du projet).

Article 16 (article 11 du projet, en lisant in fine :

- de l'alinéa 1er "à la commission, qui décide si elle admet ou non la dépense" ;
- de l'alinéa 2 "aux ministres dont elle relève et au Ministre des Finances").

.../...

Article 17 (article 12 du projet).

Article 18 (article 13 du projet, en remplaçant la référence à l'article 14 par une référence à l'article 19).

Article 19.(article 14 du projet).

Section 3. - Des comptes annuels.

Article 20 (article 7 du projet, en remplaçant le mot "dresse" par le mot "arrête" - voir article 53, § 1er, alinéa 1er de la loi).

TITRE II. - DES COMMISSIONS REUNIES.

Article 21 (article 15 du projet - voir avis).

Les articles 1er à 20 sont applicables aux commissions réunies.

TITRE III. - DISPOSITION TRANSITOIRE.

Article 22 (article 18 du projet, en remplaçant à l'alinéa 1er la référence à l'article 5 par une référence à l'article 8, et en supprimant à l'alinéa 2 les mots "par les ministres visés à l'article 5").

Artikel 1, 1°, van het ontwerp noemt als verplichte uitgaven "de wedde van de voorzitter alsmede het presentiegeld van de commissieleden".

De wet spreekt slechts terloops van een voorzitter waar zij twee van zijn bevoegdheden bepaalt, met name het afnemen van de eed van de commissieleden (artikel 78, eerste lid) en het ondertekenen van overeenkomsten inzake afstand in der minne, van kwijtingen en van andere handelingen (stukken) in verband met het verkrijgen van onroerende goederen (artikel 83, tweede lid). Zij bepaalt niet dat de voorzitter een wedde ontvangt terwijl zij wel in het vaststellen daarvan voorziet ten behoeve van de voorzitter en de leden van het agglomeratie- of het federatiecollege en de uitbetaling van die wedde als verplichte uitgave van de agglomeratie of van de federatie aanmerkt (artikel 35, § 5, eerste en tweede lid). Zij heeft artikel 195 van het oorspronkelijk ontwerp, krachtens hetwelk elke commissie de wedde van haar voorzitter bepaalt, niet overgenomen. In artikel 72, § 1, derde lid, verwijst zij echter naar artikel 53, § 2, eerste lid ; de artikelen 103 en 131, 5°, van de gemeentewet, welke de Koning bij analogie moet toepassen, maken van de wedde van de burgemeester en van de schepenen een verplichte uitgave van de gemeente. Men mag dus aannemen dat artikel 1, 1°, van het ontwerp, voor zover het de wedde van de voorzitter als een verplichte uitgave van de commissie beschouwt, een voldoende rechtsgrond vindt in de wet.

.../...

Hetzelfde kan echter niet worden gezegd van het presentiegeld van de commissieleden. De Raad van State moge in dit verband verwijzen naar zijn opmerking over de niet-verplichte presentiegelden voor agglomeratie- en federatieraadsleden (L.11.581/2). De vermelding van dat presentiegeld moet derhalve vervallen.

Het eerste en het vierde lid van artikel 5 van het ontwerp zijn een herhaling van artikel 3, § 2, eerste en tweede lid, van de wet van 16 maart 1954 en moeten vervallen.

Ten aanzien van de omvang van de bevoegdheid van de ministers om de begroting goed te keuren, moge de Raad van State verwijzen naar zijn advies L.11.581/2, waarin de termen "de toezichthoudende overheid kan goedkeuring onthouden aan een facultatieve uitgave" overeenkomstig een vaste administratieve traditie zo moeten worden verstaan, dat de toezichthoudende overheid een facultatieve uitgave ook slechts tot een bepaald bedrag kan goedkeuren.

Artikel 5, derde lid, van het ontwerp geeft de ministers onder wie de commissie ressorteert slechts vijftien dagen voor het goedkeuren van de begroting.

Hebben de ministers zich niet binnen die termijn uitgesproken of hebben zij die niet verlengd, dan is de begroting van rechtswege goedgekeurd krachtens artikel 56, § 4, van de wet. Dit is ook het geval, wat de Minister van Financiën betreft, bij het verstrijken van de termijn van veertig dagen bepaald in artikel 56, § 4, van de wet.

.../...

Artikel 9, tweede lid, van het ontwerp verbiedt iedere overschrijving van het ene naar het andere artikel van de begroting. Zodanige overschrijvingen zouden misschien moeten worden toegestaan mits de toezichthoudende overheid daarmee instemt (zie artikel 144, tweede lid, van de gemeentewet).

Artikel 15 van het ontwerp verklaart de artikelen 1 tot 14 van toepassing op de verenigde commissies. Ook artikel 16 vindt, krachtens zijn eigen bewoordingen, toepassing op de verenigde commissies. Artikel 17 moet ongetwijfeld op die commissies toepassing vinden.

Het ontwerp slaat niet op de eindrekeningen van de ontvangers en van de bijzondere agenten. Die aangelegenheid zal in een afzonderlijk ontwerp moeten worden geregeld. Het opschrift zou derhalve moeten aangeven dat het ontwerp betrekking heeft op de jaarlijkse begrotingen en rekeningen van de commissies.

VOORGESTELDE TEKST.

TITEL I. - NEDERLANDSE COMMISSIE EN FRANSE COMMISSIE VOOR DE CULTUUR.

HOOFDSTUK I. - VERPLICHTE UITGAVEN.

Artikel 1 (artikel 1 van het ontwerp, maar met weglating in 1° van de woorden "alsmede het presentiegeld van de commissieleden").

.../...

HOOFDSTUK II.- BEGROTING EN REKENINGEN.

Afdeling 1. - Gemeenschappelijke bepalingen betreffende de jaarlijkse begroting en rekeningen.

Artikel 2 (artikel 4 van het ontwerp).

Artikel 3 (artikel 8, § 1, van het ontwerp).

Artikel 4 (artikel 8, § 2, eerste lid van het ontwerp).

Artikel 5 (artikel 17 van het ontwerp).

Artikel 6 (artikel 16 van het ontwerp, maar met weglating van de woorden "en de verenigde commissies").

Afdeling 2. - De begroting en haar uitvoering.

Artikel 7 (artikel 3 van het ontwerp).

Artikel 8 (artikel 5 van het ontwerp - zie advies).

Ieder jaar, vóór 15 april, zendt de commissie haar begroting voor het volgende begrotingsjaar aan de ministers onder wie zij ressorteert ; dezen zenden ze, na goedkeuring, aan de Minister van Financiën vóór 1 mei.

Artikel 9 (nieuw - zie advies).

De toezichthoudende overheid kan haar goedkeuring aan één of meer artikelen van de begroting onthouden en deze voor het overige goedkeuren.

.../...

Artikel 10 (artikel 2 van het ontwerp).

Artikel 11 (artikel 8, § 2, tweede lid, van het ontwerp).

De goedgekeurde begroting wordt in het Bestuursmemoriaal van de provincie bekendgemaakt.

Artikel 12 (artikel 6 van het ontwerp, maar aan het slot van de Franse tekst leze men : "à moins qu'il ne s'agisse de dépenses nouvelles dont le principe n'a pas encore été admis dans le budget de l'année précédente").

Artikel 13 (artikel 9, eerste en tweede lid, eerste zinsdeel, en derde lid van het ontwerp, geredigeerd als volgt :

Geen betaling mag geschieden dan op grond van een op de begroting voorkomend artikel of van een bijzonder krediet dat door de toezichthoudende overheid is goedgekeurd.

Geen artikel van de uitgaven mag worden overschreden).

Artikel 14 (artikel 9, tweede lid, tweede zinsdeel, van het ontwerp - zie advies).

Geen overschrijving van een artikel op een ander artikel van de begroting mag geschieden dan met de goedkeuring van de toezichthoudende overheid.

Artikel 15 (artikel 10 van het ontwerp).

Artikel 16 (artikel 11 van het ontwerp, maar men leze :

- aan het slot van het eerste lid van de Franse tekst : "à la commission, qui décide si elle admet ou non la dépense" ;
- aan het slot van het tweede lid : "aan de ministers onder wie zij ressorteert en aan de Minister van Financiën").

.../...

Artikel 17 (artikel 12 van het ontwerp).

Artikel 18 (artikel 13 van het ontwerp, met dien verstande dat wordt verwezen naar artikel 19 en niet naar artikel 14).

Artikel 19 (artikel 14 van het ontwerp).

Afdeling 3. - Jaarrekeningen.

Artikel 20 (artikel 7 van het ontwerp, maar de woorden "maakt ... op" vervange men door het woord "sluit" - zie artikel 53, § 1, eerste lid van de wet).

TITEL II. - VERENIGDE COMMISSIES.

Artikel 21 (artikel 15 van het ontwerp - zie advies).

De artikelen 1 tot 20 zijn van toepassing op de verenigde commissies.

TITEL III. - OVERGANGSBEPALING.

Artikel 22 (artikel 18 van het ontwerp, maar in het eerste lid verwijze men naar artikel 8 in plaats van naar artikel 5, en in het tweede lid schrappe men de woorden "door de ministers bedoeld in artikel 5").

La chambre était composée de

Messieurs : G. HOLOYE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. M. DUMONT, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. DUMONT, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

G. HOLOYE.